

Jour de séance 56

le mardi 26 mai 2015

13 h

Prière.

M^{me} Shephard (Saint John Lancaster) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à annuler sa décision de réduire le financement versé aux responsables de garderies privées au titre du Programme de soutien financier à l'amélioration de la qualité. (Pétition 100.)

M. Coon (Fredericton-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant l'Assemblée législative à réduire l'âge de voter pour le faire passer de 18 à 16 ans. (Pétition 101.)

M. Wetmore (Gagetown-Petitcodiac) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à maintenir le service d'ambulance de Chipman. (Pétition 102.)

M. Bernard LeBlanc, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le troisième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 26 mai 2015

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son troisième rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 12, 13, 14, 15, 19 et 20 mai 2015 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolutions de la Chambre.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les derniers crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Bernard LeBlanc, député

Voici les crédits adoptés par le comité :

**BUDGET PRINCIPAL, 2015-2016
COMPTE ORDINAIRE**

	Votés (\$)
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Services généraux et autres services	
d'enseignement	57 958 000
Districts scolaires	983 910 000
Développement de la petite enfance	76 755 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	1 118 576 000
 BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat du Conseil exécutif	3 605 000
Communications gouvernementales	3 908 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur	336 000
Direction de l'égalité des femmes	2 744 000
Bureau du chef du service de l'information	5 186 000
Affaires intergouvernementales	2 349 000
Secrétariat du conseil de l'emploi	1 020 000
Votés	19 148 000
 MINISTÈRE DES FINANCES	
Gestion des ressources financières	14 143 000
Bureau du contrôleur	3 139 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	17 235 000
 GOVERNEMENT GÉNÉRAL	
Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel	350 000
 Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires	
Moins : crédits législatifs	160 000
Votés	131 310 000
 Provision pour pertes	
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations	7 650 000
Provision pour fonds supplémentaires	38 000 000
Provision pour fonds supplémentaires	72 118 000

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Services ministériels et autres services de santé	266 943 000
Assurance-maladie	601 363 000
Régimes d'assurance-médicaments	193 115 000
Régies régionales de la santé	1 534 618 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Moins : recettes réservées	1 007 000
Votés	2 594 985 000

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Administration et planification	3 329 000
Services aux tribunaux	30 988 000
Aide juridique	8 174 000
Moins : recettes réservées	150 000
Votés	42 341 000

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Indemnités des députés, comités et activités ..	8 012 000
Moins : crédits législatifs	4 272 000
Votés	3 740 000

Bureau de l'Assemblée législative	3 510 000
Bureau du vérificateur général	2 078 000

Bureaux des chefs et des membres des partis politiques enregistrés	1 578 000
Moins : crédits législatifs	90 000
Votés	1 488 000

Élections Nouveau-Brunswick	3 166 000
Moins : crédits législatifs	668 000
Votés	2 498 000

Bureau de l'ombudsman	902 000
Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse	902 000
Bureau du commissaire aux langues officielles	506 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances	470 000
Commissariat à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée	597 000

CABINET DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Procureur général	17 975 000
-----------------------------	------------

CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Administration	1 616 000
Moins : crédits législatifs	67 000
Votés	1 549 000
 AUTRES ORGANISMES	
Entités consolidées	254 277 000
Moins : crédits législatifs	254 277 000
Votés	0
Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	642 000
Conseil du premier ministre sur la condition des personnes handicapées	284 000
Forum de concertation Les voix des femmes du Nouveau-Brunswick	418 000
 SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Projets et activités de développement	65 012 000
 SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
Service de la dette publique	685 000 000
Moins : crédits législatifs	679 914 000
Votés	5 086 000
 MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services généraux et autres	10 260 000
Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse	123 449 000
Soins de longue durée	604 751 000
Sécurité du revenu	247 119 000
Services d'habitation	86 383 000
Mieux-être	7 281 000
Autres prestations	34 450 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Moins : recettes réservées	2 000 000
Votés	1 111 646 000
 MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Administration	2 657 000
Sport et communautés actives	7 192 000
Culture	16 677 000
Tourisme et parcs	25 856 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Moins : recettes réservées	925 000
Votés	51 410 000

COMPTE DE CAPITAL

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Écoles publiques - Biens d'équipement	2 395 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Hôpitaux publics - Biens d'équipement	19 000 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Canada - Nouveau-Brunswick Nouveau Fonds	
Chantiers Canada - Fonds des petites collectivités	3 500 000
Développement économique, innovation et infrastructure	5 668 000
Fonds sur l'infrastructure économique stratégique	10 000 000
Votés	19 168 000
MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Amélioration des installations	2 564 000

PRÊTS ET AVANCES

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour le nord du Nouveau-Brunswick	4 000 000
Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour la région de Miramichi	1 000 000
Votés	5 000 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Habitation	3 224 000

**FONDS DE ROULEMENT
SOLDES MAXIMAUX
2015-2016**

AVANCES DE FONDS DE ROULEMENT	
Éducation et Développement de la petite enfance	350 000
Gouvernement général	100 000
Santé	1 225 000
Justice	10 000
Cabinet du procureur général	5 000
Développement social	1 900 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	500 000

AVANCES DE PETITE CAISSE

Éducation et Développement de la petite enfance	122 000
Santé	2 000
Justice	20 000
Cabinet du procureur général	4 000
Développement social	24 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	95 000
Autres (petites avances)	40 000

STOCKS

Santé	8 830 000
Développement social	100 000
Tourisme, Patrimoine et Culture	500 000

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie; la motion est adoptée.

M. LePage, du Comité permanent de la politique économique, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 26 mai 2015

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son premier rapport.

Le comité se réunit le 24 mars 2015. Sur la motion de M. Bernard LeBlanc, appuyé par M. Roussel, M. LePage est élu président du comité.

Sur la motion de M. Bernard LeBlanc, appuyé par M^{me} Harris, M. Ames est élu vice-président du comité.

Le comité se réunit de nouveau les 21 et 22 mai 2015 et étudie les projets de loi suivants, dont il fait rapport sans amendement :

- 19, *Loi abrogeant la Loi sur les prêts d'aide aux améliorations agricoles;*
- 20, *Loi abrogeant la Loi sur l'aide accordée par la Société du crédit agricole;*
- 21, *Loi abrogeant la Loi sur les prêts pour l'achat de matériel agricole;*
- 22, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des courses attelées des provinces Maritimes;*
- 26, *Loi concernant les candidats à la direction et les candidats à l'investiture;*

- 27, *Loi sur les emprunts de 2015* ;
28, *Loi modifiant la Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires* ;
30, *Loi sur les fiduciaires* ;
31, *Loi concernant la Loi sur les fiduciaires* ;
32, *Loi sur les opérations du débiteur* ;
35, *Loi modifiant la Loi sur le crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises*.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Gilles LePage, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

M. Roussel, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le deuxième rapport du comité, dont voici le texte :

le 26 mai 2015

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son deuxième rapport de la session.

Le comité se réunit le 26 mai 2015 à la Chambre du Conseil législatif et étudie le projet de loi 23, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick*, dont il recommande à la Chambre l'adoption sans amendement.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Restigouche-Chaleur, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
(signature)
Wilfred Roussel, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Horsman :

- 39, *Loi modifiant la Loi sur les courtiers en hypothèques*;
- 40, *Loi modifiant la Loi sur les assurances*;
- 41, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension*;

par l'hon. M. Arseneault :

- 42, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité*;

par l'hon. M^{me} Landry :

- 43, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail.*

Sur autorisation de la Chambre, M. Albert, appuyé par l'hon. M. Boudreau, propose ce qui suit :

que les délibérations que le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires a tenues à la Chambre de l'Assemblée législative du 21 avril au 20 mai 2015 inclusivement pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi par résolutions de la Chambre soient consignées au *Journal des débats* de la première session de la 58^e législature du Nouveau-Brunswick. (Motion 38.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Albert, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 27 mai 2015, la deuxième lecture des projets de loi 39, 40, 41, 42 et 43 sera appelée.

M. Albert annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 36, 37 et 34 soit appelée.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 36, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 36 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 36, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 37, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 37 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 37, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Albert propose l'ajournement du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

La séance est levée à 16 h 40.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

Réponses aux pétitions 84, 86 et 87	(21 mai 2015);
Réponses aux pétitions 75, 77, 80 et 89	(22 mai 2015);
<i>Promouvoir la diversité et le respect dans les écoles du Nouveau-Brunswick : Rapport annuel sur l'intimidation, 2013-2014</i>	(22 mai 2015).